

le député, accroître la quantité de logements à la disposition du petit salarié des personnes à revenu fixe et des pensionnés. Si nous pouvions produire un certain nombre de ces maisons, les habitations coûteuses des régions urbaines seraient à la portée des gens qui élèvent une famille.

Je vous félicite de votre travail, monsieur le ministre. J'espère que vous-même et le ministre des Affaires des anciens combattants n'oubliez pas les anciens combattants, dont le programme expire le 31 mars. Ils ont été roulés. J'avais l'impression qu'il y avait quelque chose qui se préparait. Pourtant, après renseignements auprès de quelques députés de mon parti, j'ai découvert qu'il n'y avait rien. J'espère que la loi sera modifiée durant la présente session ou qu'on s'occupera d'une autre manière du logement des anciens combattants. Les Canadiens ont une dette de reconnaissance envers eux. Peu importe quand ils veulent se bâtir, ils devraient y avoir droit leur vie durant.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Je rappelle aux députés que la coutume veut qu'on s'adresse à un ministre par l'intermédiaire de la présidence. J'ai hésité à interrompre le député. Cependant, d'après Beauchesne, il faut s'adresser à un ministre par l'intermédiaire de la présidence.

M. Darling: Toutes mes excuses, madame l'Orateur.

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame l'Orateur, le bill C-46 est un autre exemple de ces cataplasmes que le gouvernement actuel applique le plus souvent en guise de mesures législatives lorsqu'il tente de régler de graves problèmes d'envergure nationale. Pour aider les contribuables aux prises avec une inflation galopante, le gouvernement a augmenté les exemptions personnelles aux fins de l'impôt sur le revenu. Par contre, il n'a rien fait pour freiner l'immigration qui contribue à l'inflation dans le domaine du logement. Il n'a rien fait non plus pour limiter ses dépenses qui grossissent l'inflation dans tous les domaines.

Il continue d'ajouter à la masse monétaire, contribuant ainsi à la poussée inflationniste. Voici que les Canadiens de toutes les régions du Canada sont maintenant aux prises avec une très grave pénurie de logements, vu qu'il n'y a pas ou tant s'en faut de logements libres à louer. Ma circonscription a même fait l'expérience récemment d'un taux de vacances négatif. Un lotissement subventionné par le gouvernement fut en partie détruit par un incendie. Après dénombrement, on s'aperçut que plus de 30 familles occupaient les 23 appartements endommagés. A partir du moment où l'on a plus de familles logées que de logements, le taux de vacance s'annule. J'abandonne maintenant la question des taux de vacance pratiquement nuls et de l'augmentation vertigineuse du prix d'achat des habitations, qu'il s'agisse de maisons individuelles ou des grands immeubles en copropriété. Le gouvernement s'obstine toujours à ne pas s'attaquer aux causes premières des problèmes de logement de la nation.

Le gouvernement propose aux acheteurs le Programme d'aide pour l'acquisition d'une maison, mais l'accompagne de telles restrictions que sept demandes seulement ont été acceptées à Vancouver en septembre 1974, et absolument aucune à Hamilton, Oshawa, Barry, Edmonton et Victoria. Les plafonds artificiels que le gouvernement avait fixés sur les prix n'avaient guère de commune mesure avec les prix réels sur le marché. Le dernier effort du gouvernement consiste en une allocation ou un don de \$500, mais

L'habitation

qui ne sera accordé qu'à une personne qui n'aura jamais possédé de maison et qui en achètera une neuve. L'acheteur devra emménager dans les douze mois précédant le 31 octobre, et le coût ne devra pas dépasser certaines limites fixées par la Société centrale d'hypothèques et de logement, société gouvernementale. Ces conditions sont tellement draconiennes que la plupart des gens dans le besoin vont penser qu'il s'agit d'une sinistre blague. Voilà ce qui ne va pas avec ce gouvernement. Il conçoit des programmes dont les gens dans le besoin, ceux qu'il prétend vouloir aider, ne peuvent pas ou n'ont pas les moyens de profiter.

Le gouvernement prétend vouloir aider les Canadiens à acheter des maisons. Pourtant, on n'aide absolument pas les personnes âgées propriétaires de leur maison et qui ne demandent qu'à y passer le crépuscule de leur existence. Le gouvernement n'aide pas ces gens-là. En fait, avec les politiques du gouvernement, les personnes âgées peuvent difficilement rester chez elles. Le gouvernement a l'air d'aider les gens à acheter une maison.

J'ai déjà abordé le fond du problème dans d'autres discours, et en particulier la question de l'intervention du gouvernement dans l'industrie du logement. Je citais des exemples de logements gouvernementaux à coût élevé, la nécessité d'accorder de l'argent plutôt qu'un logement et de donner ainsi à l'individu ou à la famille le choix de l'endroit où ils veulent élire domicile. Voici un extrait d'un éditorial du *Province* de Vancouver en septembre dernier:

... nos problèmes de logements en particulier dans le domaine des logements de location, représentent un cas type de problèmes créés par le gouvernement.

L'éditorial se poursuivait en ces termes:

Nous n'avons commencé à connaître une pénurie de logements à louer au Canada que lorsque le gouvernement fédéral a supprimé les stimulants fiscaux qui suscitaient beaucoup d'investissements privés dans les immeubles de rapport.

Ma cause trouve aujourd'hui un appui nouveau et assez inattendu. Je veux parler du numéro de novembre-décembre de *The Raised Roof*, le bulletin officiel de l'Association canadienne des locataires de logements sociaux. La première page porte en manchette «Ce n'est pas vraiment le logement qui fait problème». Le principal éditorial, qui parle des locataires, affirme:

Le groupe a tenté de démontrer aux membres du gouvernement, aux sociétés de logement et aux autorités que le problème dans le secteur de l'habitation ne réside pas réellement dans le logement, mais dans la situation économique globale, dont l'habitation n'est qu'une partie.

Il serait difficile de poser le problème de façon plus concise. J'ai souvent soutenu que l'on devrait accorder aux personnes nécessiteuses une allocation de logement dont elles pourraient disposer à leur gré. Ce n'est pas tout le monde qui veut vivre selon les mêmes normes. Ce n'est pas tout le monde qui veut habiter à des endroits choisis par le gouvernement, c'est-à-dire là où le gouvernement a établi ses prétendus logements sociaux. En Colombie-Britannique, le ministère du Logement a fait paraître à la fin de l'année dernière un bulletin dans lequel M. Nicolson, ministre du Logement, déclarait:

● (1630)

Le ministère a fêté son premier anniversaire vendredi dernier, le 15 novembre, et je puis dire avec fierté que les résultats obtenus en une si courte période me stimulent.

D'après le bulletin, le ministère a aidé à la construction de 2,259 logements sociaux de 314 logements à loyer, de 163 logements à loyer pour personnes âgées et d'un certain nombre d'autres types de logement. Près de 15,000 loge-